



AU BURKINA REVS+ POUR TOUS

DEPUIS QUINZE ANS, À BOBO-DIOULASSO, DEUXIÈME VILLE DU BURKINA FASO, EN AFRIQUE DE L'OUEST, RESPONSABILITÉ-ESPOIR-VIE-SOLIDARITÉ+ DÉFEND L'ACCÈS AUX SOINS ET AUX TRAITEMENTS DES PERSONNES SÉROPOSITIVES. ET L'ASSOCIATION SE BAT CONTRE TOUTE FORME DE DISCRIMINATION, Y COMPRIS L'HOMOPHOBIE. PAR **OLIVIER DONNARS** PHOTOS **ALFREDO PIOLA**

Une quinzaine de femmes en boubou coloré et une poignée d'hommes attendent leur tour, assis à l'abri du soleil écrasant du matin. À l'entrée d'une petite pièce, Célestin Nagallo, attaché de santé, prélève le sang d'une femme qui porte son bébé dans le dos. Sur une table, s'entassent des fiches médicales sur lesquelles il inscrira le nombre de cellules CD4 analysées dans le sang de chacune des personnes qui le consultent. Une trentaine d'autres fiches viendront s'empiler tout au long de la journée. Célestin est fier de montrer dans

un coin de son laboratoire, l'appareil servant à compter les CD4, acheté il y a trois ans grâce aux fonds de Sidaction. Il déplore de ne pouvoir faire d'autres examens biologiques, comme la charge virale. Cela serait bien sûr indispensable pour le suivi médical, et les habitants sont forcés de déboursier, en ville, entre 15 000 et 17 000 francs CFA, soit 24 à 27 euros. Une somme énorme pour beaucoup. D'ici à la fin de la journée, Célestin donnera le résultat de l'examen. Demain, la file de patients ira voir l'un des trois médecins de l'association pour se faire prescrire des antirétroviraux s'il s'agit

d'un premier traitement ou bien pour en changer, quand c'est possible.

Dans son cabinet médical ouvert en 2004, dans l'enceinte de la direction régionale de la santé de Bobo-Dioulasso où siège Revs+, le Dr Daouda Maré est justement très affairé. «Le début de la semaine est surtout consacré au renouvellement des antirétroviraux, lance-t-il entre deux patients. On peut recevoir jusqu'à 120 patients en une matinée!» Une trentaine de personnes sont déjà là, un carnet de santé bleu à la main, attendant que l'un des trois conseillers assistant le médecin les appelle



Page de droite : Martine Somda Dakuyo, présidente et fondatrice de Revs+.
 En haut : Célestin Nagallo réalise lui-même les examens sanguins.
 Ci-dessus : le cabinet médical accueille parfois cent vingt personnes en une matinée.

pour leur donner un rendez-vous ou annoncer un résultat. Le plus souvent, c'est pour leur rappeler l'importance de l'observance au traitement. Mais comment faire comprendre une prescription quand un grand nombre ne sait pas lire ? Pour eux, hors de question de faire lire leur ordonnance par quelqu'un d'autre. On risquerait de leur poser des questions sur le contenu du document et de les rejeter. Des cours d'alphabétisation en dialecte local leur sont donc proposés. Pour relayer les messages, les conseillers s'appuient sur cent cinquante éducateurs bénévoles, la plupart séropositifs eux-mêmes.

«CAUSERIE PRÉVENTION»

Au Burkina Faso, comme dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, on aime palabrer en groupe. Des «causeries» réunissant une dizaine de personnes où l'on débat autour du VIH, des IST,

de la sexualité et de la prévention. Les femmes sont les premières à se sentir concernées. Les hommes ont du mal à venir à ces causeries. Au «pays des hommes intègres», comme on le dit du Burkina, on ne mélange pas si facilement hommes et femmes. Comme on ne mélange pas jeunes et vieux. «Les hommes de plus de 50 ans ne se sentent pas concernés par le dépistage et le VIH, se désole Brigitte Palenfo, la secrétaire générale de Revs+. C'est une tranche d'âge avec laquelle il est très difficile de discuter et qui se braque si un jeune éducateur leur parle de sexualité.»

Attendant son tour, M. Sidi pense différemment. Dès qu'il a appris que sa femme était séropositive, il est venu se faire dépister à Revs+. Dans un sens, il dit avoir été soulagé d'apprendre sa propre contamination. «Je n'étais plus dans le doute et je savais qu'avec ma femme, nous

obtiendrions ici tous les soins et toute l'aide dont nous avons besoin», estime-t-il. Pour donner l'exemple, il est devenu bénévole à l'association.

LES FEMMES ET LES ENFANTS D'ABORD
 Revs+ mène son combat depuis 1997, année de sa création par une vingtaine de personnes séropositives, dont seules cinq sont toujours vivantes. «À l'époque, les médecins ont rejeté en bloc l'idée d'une association de patients, se souvient amèrement Martine Somda Dakuyo, la présidente et fondatrice de Revs+. Le Comité national de lutte contre le sida a même refusé de nous financer, prétextant que c'était de l'argent jeté par la fenêtre car nous allions tous mourir.» La rencontre avec un représentant du Fonds mondial et trois associations françaises (Sidaction, Aides et Act Up) sera déterminante et mènera l'association »



Pour le traitement des personnes séropositives, le Burkina Faso dépend quasi exclusivement du Fonds mondial.

» à plaider sa cause jusqu'à la présidence du Burkina Faso.

Son premier combat: la défense des femmes, premières victimes du VIH mais aussi victimes des hommes qui cherchent à les priver de leurs droits et même souvent de soins. Quand ce n'est pas le corps médical lui-même qui veut leur interdire de se marier, d'avoir des rapports sexuels et même des enfants. L'association s'est toujours révoltée contre ces discours en aidant les femmes à bénéficier du droit de disposer de leur corps, et en mettant tout en œuvre pour éviter le risque de transmission. L'association a ainsi été la première au Burkina Faso à faire de la prévention de la transmission mère-enfant (PTE).

Plusieurs centaines de femmes enceintes séropositives sont actuellement accompagnées par Revs+. Elles

accouchent cependant en dehors de l'association, à l'hôpital pédiatrique de Bobo-Dioulasso. Mais d'ici à quelques mois, grâce au programme Grandir, elles devraient pouvoir être suivies médicalement à l'association durant toute leur grossesse et après l'accouchement. Le programme apporte aussi une aide sanitaire et psychosociale à 850 enfants. Tous ne sont pas infectés par le VIH – moins de 200 le sont –, mais lorsqu'on regarde les dessins affichés dans le bureau de Bernadette Paré, la responsable du programme Grandir, on comprend



Le premier des combats menés par Revs+ a été la défense des femmes, victimes tout à la fois de l'épidémie et des hommes.

que le virus a envahi la vie de chacun et celle de la famille. «Le VIH reste la maladie leur évoquant le plus la mort, constate la responsable. Nous faisons un gros travail en montrant qu'on peut bien vivre en prenant un traitement. Cela nous permet ensuite d'aborder l'annonce de la séropositivité à ceux qui sont infectés.» Pas simple d'expliquer avec des mots d'enfant. Dans ce cas, quand le vocabulaire fait défaut, le dessin est souvent le meilleur allié.

“LUMIÈRE” POUR LES GAYS

Toujours prête à défendre les plus discriminés, Revs+ a aussi été la première association burkinabè à se préoccuper des homosexuels. Même si le Burkina Faso n'a pas de politique répressive envers les gays, comme dans d'autres pays africains, le sujet est hautement tabou. L'homosexualité est souvent perçue comme une menace à l'identité nationale. Stigmatisés, rejetés dans un pays fortement religieux, beaucoup d'hommes cachent leur homosexualité. Pour les atteindre, Revs+ a lancé en 2009 le projet Yeelen («Lumière»), un programme de prévention en direction des gays, soutenu par Aides et Sidaction. Il a pourtant fallu deux ans pour que le conseil d'administration de Revs+, les volontaires et les membres de l'association acceptent le projet. Deux ans à lutter contre les préjugés. «J'ai eu l'impression de revenir en arrière, au début de l'épidémie, soupire Martine Somda Dakuyo. J'ai dû rappeler qu'à Revs+, nous avons toujours défendu tous ceux qui souffrent sans jamais les juger.»

Yeelen repose entièrement sur le travail des éducateurs, la plupart





Encore trop souvent, les personnes dépistées positives sont atteintes de maladies opportunistes. Et il leur faut patienter longtemps pour bénéficier d'un traitement.

Une épidémie avec des zones d'ombre

Le VIH touchait 1,6% de la population du Burkina Faso en 2007, principalement dans les zones urbaines. Une épidémie pour moitié féminine. Chez les 15 à 49 ans, la prévalence du VIH était de 2% en 2008. Mais tout laisse supposer que le nombre de personnes atteintes est beaucoup plus élevé dans certains groupes. Selon une enquête auprès des professionnelles du sexe, le VIH toucherait 16,3% des prostituées. Chez les homosexuels, aucune donnée officielle n'existe. La plupart des associations évaluent cependant la prévalence parmi les gays entre 14 et 19%. Le Burkina Faso fait aussi face à une très forte proportion de personnes co-infectées par la tuberculose : en 2008, 83% des nouveaux cas de tuberculose étaient diagnostiqués VIH+.

» homosexuels [lire le portrait de Yves, page de droite]. Ils sillonnent le terrain et vont à la rencontre des gays et les incite à venir à leur «grin», un groupe d'une dizaine de personnes. On y parle de sexe, on y distribue capotes et gels lubrifiants et on rappelle les messages de prévention aux nouveaux venus. Une fois par mois, une quarantaine se réunissent à Revs+ pour discuter d'un thème particulier, comme l'importance de se faire dépister. Message bien compris, puisque 90% des participants ont fait le test. C'est aussi l'occasion de consulter un des médecins de l'association ou bien de voir le psychiatre, le Dr Benoit Da Sié, gay lui-même. Ce qui en rassure plus d'un. Certains lui confient la pression qu'exerce sur eux la famille. Le mois dernier, un homme de 35 ans s'est enfui à Cotonou, au Bénin. Sa famille est allée le chercher pour le marier de force avec une mère de quatre enfants. Tounkara Noumou, éducateur pour Yeelen, a joué le médiateur en expliquant à l'oncle qu'une famille aussi nombreuse serait une charge pour son neveu. «Cette femme méritait de se marier avec un homme ayant une meilleure situation», a-t-il argumenté, pour éviter le mariage à

son protégé. Dans ce genre de situation, il faut savoir ruser.

TRAITEMENT SUR LISTE D'ATTENTE
Malgré les campagnes de prévention ciblées et les discours sur l'importance du dépistage, les médecins voient encore arriver des personnes extrêmement affaiblies. Dans une pièce à côté du cabinet médical du Dr Maré, deux femmes se reposent sur un lit. L'une d'elles, très amaigrie, est sous perfusion. Beaucoup sont dépistées avec plusieurs maladies opportunistes, allant des dermatoses à la tuberculose, et une immunité si basse qu'un traitement devrait débuter sans tarder. Malheureusement, recevoir une trithérapie demande une longue attente. Sur le papier, et uniquement dans la théorie, toute personne diagnostiquée avec moins de 300 CD4 par millilitre de sang devrait être mise sous traitement. «Mais au Burkina Faso, on en est encore à tirer au sort qui sera mis sous antirétroviraux, s'indigne Martine Somda Dakuyo. On doit attendre qu'une ligne budgétaire se libère, qu'une personne décède ou abandonne son traitement pour qu'une autre puisse bénéficier des ARV!»

La présidente a l'impression de répéter le plaidoyer qu'elle a dû faire au début

des années 2000. Revs+ avait alors convaincu l'État burkinabé de financer les premiers traitements, des génériques produits en Inde. Les commandes étaient arrivées dans le pays mais peinaient à être acheminées vers les structures de santé et les associations. «Nos patients étaient préparés depuis quatre mois à être mis sous traitement et certains sont morts, ne voyant rien venir, se remémore-t-elle avec tristesse. On a alors dénoncé la situation dans les journaux et on a interpellé le président du Burkina Faso.» Le coup d'éclat avait fait mouche. En 2002, seize bénévoles de Revs+ ont été mis sous traitement. Pas un de plus. Une période très pénible pour Martine Somda Dakuyo: »



“Grâce à moi, ils ont pu mettre un visage sur l’homosexualité”

Yves Somé, coordinateur de la cellule prévention du programme Yeelen de l’association Revs+.

où l’on vient écouter de la musique et danser – à la rencontre de ceux qu’il appelle « les VIP ». On se taquine, on se lance des « t’es choco ! », autrement dit « t’es trop beau ! ». Voire on demande : « T’es un poisson ? », c’est-à-dire « T’es gay ? ». Toutes les techniques de drague sont bonnes pour entrer en contact avec ces « VIP » et leur parler de Revs+ et de son programme dédié aux gays.

INTERVENTIONS DANS LES “MAQUIS”

Le conseiller reconnaît que les débuts étaient difficiles : « Certains étaient incroyables, ne voulaient pas croire à l’existence de ce type d’action. » Tous se cachent, de peur de perdre un boulot, une situation privilégiée ou leur vie de famille. « Beaucoup sont mariés, de force ou pour avoir une couverture », reconnaît Yves.

Peu à peu, un groupe se forme. Le bouche à oreille fait le reste. Certains amènent un partenaire, un copain. Des causeries ont d’abord lieu dans les « maquis » car la plupart ne veulent pas venir à Revs+. « Ils avaient peur que la police ne les attende là-bas, avoue Yves. Je les ai rassurés et leur ai montré que nous étions tous bien acceptés à l’association. »

Trois ans plus tard, deux cents homosexuels ont rejoint l’association. Yves se félicite d’avoir réussi à sensibiliser tout le monde au dépistage et à l’utilisation de la capote et du gel lubrifiant. Auparavant, les méthodes étaient « vraiment rudimentaires ». « Sans ça, personne ne voudra aujourd’hui coucher avec toi, lance-t-il dans un rire. On est d’ailleurs très emmerdés quand il n’y en a plus ! »

Ce qu’aimerait aujourd’hui Yves, c’est s’exprimer librement, malgré le poids de la tradition et de la religion. Il rêve de venir voir en France comment vivent les jeunes gays. Partager cette expérience, « ce serait magnifique pour les jeunes d’ici et pour Revs+. » **OLIVIER DONNARS**

Il est celui par qui tout a commencé. Ce timide jeune homme de 37 ans n’aurait jamais imaginé que son coming out puisse un jour servir aux gays de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou. Yves est conseiller psychosocial depuis quelques années à Revs+ quand il entend parler, en 2007, d’un nouveau programme en direction des gays. La secrétaire générale de Revs+ lui propose de s’en occuper, sans rien savoir de son homosexualité. « Je lui ai

répondu qu’il n’y avait pas de problème pour m’en charger car je suis moi-même gay », raconte-t-il tranquillement avec un large sourire. Pas facile de l’évoquer dans un pays où l’homosexualité n’est pas pénalisée mais néanmoins très mal acceptée. Même par certains membres de l’association. « Grâce à mon témoignage, ils ont pu mettre un visage sur l’homosexualité », se félicite-t-il.

Yves forme alors des éducateurs et va dans les « maquis » – ces bars de rue



Psychiatre, le docteur Benoît Da Sié reçoit les gays rencontrés dans le cadre du programme de prévention Yeelen.

» « Choisir qui devait être traité était une vraie souffrance. J'avais l'impression de décider qui doit vivre et qui doit mourir. » Dans ces années-là, certaines mères se sont même sacrifiées en laissant leur traitement à leur enfant contaminé.

La situation n'a guère évolué, et c'est désolant. En 2011, sur 3 426 personnes séropositives suivies à Revs+, dont la grande majorité devait être traitée, 37% d'entre elles étaient sous trithérapie. Et cela fait plusieurs mois que l'association n'a pas mis d'autres malades sous traitement

Aujourd'hui, quand on voit la pharmacie de l'association et la file d'attente qui s'y presse, on a le sentiment que les traitements ne manquent pas. « Mais jusqu'à quand? se demande la présidente.

Le stock est renouvelé tous les trois mois. Mais le sera-t-il au prochain trimestre? » Comme on dit en Afrique, le Burkina Faso « dort sur la natte du voisin »: le pays dépend quasi exclusivement du Fonds mondial. En période de crise planétaire, les effets sont terribles. Depuis des mois, les ruptures de médicaments sont courantes. Il faut se battre pour obtenir le moindre réactif de base nécessaire aux examens sanguins. Faire un bilan biologique complet est quasi impossible



Au sein de Revs+, Bernadette Paré (ci-dessus) est en charge de Grandir, qui apporte son aide à 850 enfants. Inès Sanou (ci-dessous) est conseillère en observance thérapeutique.



et ne se fait d'ailleurs qu'en de très rares endroits à Bobo-Dioulasso, à un coût prohibitif.

Mais Mme Somda Dakuyo ne s'avoue pas vaincue. Elle, qui a réussi à essaimer les activités de son association dans plusieurs provinces du pays, a gardé sa combativité de la première heure. Et elle voit grand. Elle souhaite ouvrir un centre de soins palliatifs. « Trop de personnes séropositives sont encore mal soignées et chassées de l'hôpital, faute de place », déplore-t-elle. Depuis vingt ans qu'elle vit avec le virus, la militante a toujours su garder la force de se battre et d'espérer. Et cet espoir, elle compte le transmettre encore longtemps. **OLIVIER DONNARS**
Merci à Christian Andreo et Stéphane Simonpietri de l'association Aides.